

## Chronologie-Grèce (1er mai-30 Septembre 2000)

**14-17 mai** : Visite du Président Costis Stéphanopoulos en Israël. C'est la première visite d'un chef d'État grec.

**9 juin** : Assassinat de l'Attaché militaire de l'Ambassade de Grande Bretagne en Grèce, Stephen Saunders, par l'organisation terroriste du « 17 novembre », justifiant ce meurtre par le rôle qu'aurait joué cet officier britannique dans la crise du Kosovo.

**19 juin** : Écartée en 1998, la candidature de la Grèce à l'euro est acceptée au Conseil européen de Feira (Portugal).

**21 juin** : Manifestation de 150 000 personnes à Athènes, à l'appel de l'Église orthodoxe contre la décision du gouvernement Simitis de supprimer la mention de la religion sur les cartes d'identité.

**4 juillet** : La Cour européenne condamne la Grèce à verser une amende de 20 000 euros par jour jusqu'à ce qu'elle exécute un arrêt du 7 avril 1992 lui demandant de faire stopper le déversement par plusieurs communes de déchets toxiques dans un torrent proche de la mer sur le site de la Canée en Crète.

**21 août** : Conclusion d'un contrat de 1,6 milliard d'euros avec la France et la Grande Bretagne pour l'achat de 200 missiles air-air Mica et des contre-mesures de guerre électronique ainsi que d'une soixantaine de missiles de croisière air-sol baptisés SCALP.

**7 septembre** : Rencontre à Belgrade du ministre des affaires étrangères, Georges Papandréou, avec Slobodan Milosevic pour lui faire part des craintes de l'Union européenne sur la régularité des élections présidentielles et législatives prévues le 24 septembre.

**27 septembre** : Plus de 80 passagers sont disparus dans le naufrage du ferry-boat *Expres-Samena*, coulé dans les Cyclades.

## Chronologie-Chypre

(1er mai - 30 septembre 2000)

**22 mai** : Visite à Chypre du Commissaire européen Anna Diamantopoulou, qui déclare que la République de Chypre occupe la première place parmi les pays candidats ayant déjà cloturé quinze chapitres des négociations d'adhésion

**29 juin** : Le régime d'occupation dans une action unilatérale dénoncée sur le plan international a entrepris une série de mesures restrictives sur la libre circulation et les opérations du personnel de l'UNFICYP à Chypre.

**1er juillet** : L'armée d'occupation turque a poursuivi ses provocations avec la violation de la zone tampon sous contrôle de l'ONU. Elle a fait avancer ses positions de 200 mètres, en encerclant le village Strovilia (situé dans la région de Dérynia de la zone tampon) et en installant une barrière en violation du statu quo de l'île.

**5-12 juillet et 24 juillet - 4 août** : Troisième tour des pourparlers intercommunautaires à Genève sous l'égide de M.Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU

**21-23 juillet** : Le G-8 offre tout son appui au processus des négociations sur Chypre lors du Sommet d'Okinawa

**24 juillet** : le Comité des ministres du Conseil de l'Europe adopte une résolution intérimaire, qui insiste fermement pour que la Turquie se conforme pleinement et sans délai supplémentaire à l'arrêt de la Cour du 28 juillet 1998 ayant condamné ce pays à payer une indemnité équivalente à 3 500 000 de francs français à Mme Loizidou, Chypriote grecque, réfugiée de Kyrénia.

**10 août** : En zone occupée violentes critiques de Mehmet Ali Talat chef du parti républicain turc contre Denktash qu'il accuse d'agir contre les intérêts des Chypriotes turcs. Tout au long du mois d'août ont lieu des manifestations violentes des Chypriotes turcs contre la Turquie et Denktash .

**12-26 septembre** : Quatrième tour des pourparlers intercommunautaires à New York sous l'égide de M.Kofi Annan, Secrétaire général de l'ONU.